

27 septembre 2018

Les travailleurs prennent la parole durant la campagne électorale



- **La dignité du travail - Éditorial, Chantier politique**
- **Le rôle des citoyens dans cette élection - Un travailleur de la construction de Montréal**
- **C'est à nous à prendre les décisions - Claude Moreau, mécanicien d'entretien, hôpital Saint-François-d'Assise, Québec**
- **Défendre nos services publics et leur gestion à l'interne - Robin Côté, président de la section locale 2541 du Syndicat canadien de la fonction publique (Alma)**
- **Cesser les compressions, réinvestir en santé et améliorer les conditions de travail pour garder et attirer le personnel - Félix-Olivier Bonneville est vice-président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) et infirmier au CHU Sainte-Justine à Montréal**
- **Appui aux infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes de l'Outaouais - Pétition lancée par la Syndicat des professionnelles en soins de l'Outaouais (FIQ-SPSO)**

Les travailleurs prennent la parole durant la campagne électorale

La dignité du travail

- Éditorial, Chantier politique -

L'élection actuelle exerce un silence complet sur la question de la dignité du travail. Cela se fait par la profusion de désinformation des partis qu'on dit capables de gagner l'élection, qui prennent comme vérité que ce sont les monopoles et les oligopoles privés qui sont les créateurs de la

richesse sociale ou que la cause de la pénurie d'emplois est l'immigration, etc. Les gouvernements, selon eux, doivent mettre à la disposition de ces grands intérêts privés toutes les ressources de la société, y compris les ressources humaines dont la classe ouvrière. C'est présenté comme un truisme qui est au-dessus de toute discussion.

Il s'ensuit selon cette logique frauduleuse que les travailleurs qui défendent leurs droits doivent être criminalisés par l'État parce qu'ils entravent la possibilité de ces grands intérêts privés d'accaparer les richesses de la société pour eux-mêmes. Le vernis de l'élection n'arrive pas à cacher la menace et le diktat continuel qui s'exercent contre les travailleurs et qui éclatent avec force aussitôt le cirque électoral terminé. Les lois récentes, notamment contre les travailleurs de la construction et les employés municipaux, l'ont amplement démontré.



Mais la vérité que nous ne pouvons pas nous permettre de cacher c'est que les travailleurs défendent la dignité du travail sans relâche. Une façon de le faire est de reconnaître la désinformation électorale qui prétend que les élus nous représentent. Les travailleurs doivent parler en leur propre nom pour affirmer qu'en tant que producteurs des biens et services ils ont des droits qui doivent être reconnus et garantis et que toute criminalisation de leurs luttes doit cesser.

Travaillons ensemble à développer l'opinion publique en faveur de la dignité du travail et à la défense de tous ceux et celles dont les droits et la dignité sont bafoués. Commençons par assurer que le résultat de cette élection ne soit pas un gouvernement majoritaire.

Chantier politique est le journal en ligne du Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ).

(Le 24 septembre 2018)



Le rôle des citoyens dans cette élection

- Un travailleur de la construction de Montréal -

Il faut se poser la question : quel est notre rôle à l'égard de ce modèle politique qui se vide de tout contenu social, surtout de notre participation active ?

Les travailleurs et les travailleuses du Québec sont ceux qui, au quotidien, font fonctionner le Québec. Que ce soit dans les domaines de la santé, des services, de l'administration, du secteur manufacturier, de la construction, de l'éducation, des transports ou de la culture, nous sommes les forces vives qui assurent que la société fonctionne.

Quand il s'agit des grands intérêts privés, les gouvernements à leur service ont besoin de nous pour faire fonctionner la société afin de servir leur empire. Mais ils s'organisent pour que les travailleurs ne s'organisent pas pour que nous on devienne les décideurs. Notre seul rôle pendant l'élection est de voter, point final.

Pouvons-nous sortir de notre rôle de spectateur et devenir acteur du processus politique dans l'intérêt de la société ?

C'est cela la question la plus importante à retenir quand nous intervenons dans cette élection.

Assurons-nous que ce ne soit pas un gouvernement majoritaire qui prend le contrôle le 1er octobre.

(le 25 septembre 2018)



C'est à nous à prendre les décisions

- *Claude Moreau, mécanicien d'entretien,
hôpital Saint-François-d'Assise, Québec -*



Au rassemblement du 22 septembre sur la qualité de l'air dans la Basse-Ville de Québec, Claude Moreau, le candidat du Parti marxiste-léniniste du Québec, a aussi pris la parole. Après avoir salué tout le monde et surtout les organisateurs et souligné l'importance d'être présent, Claude a souligné le fait que cette question de qualité de l'air dans la Basse-Ville de Québec démontre amplement que ce sont les travailleurs qui doivent être les preneurs de décisions sur toutes les questions qui ont un impact sur leurs vies. Voici ce que Claude a dit à ceux qui se sont rassemblés :

« La santé des habitants de la Basse-Ville est constamment menacée par une mauvaise qualité de l'air. Les vents dominants maintiennent depuis toujours la pollution au-dessus de la Basse-Ville. Cette pollution est alimentée principalement par les activités industrielles comme celle de l'usine à papier White Birch, l'incinérateur, les poussières provenant du vieux port de Québec et les transports dont des autoroutes qui aboutissent dans la Basse-Ville ou au-dessus (pas seulement les gaz d'échappement, mais également le carbone qui provient de l'usure des pneus). Récemment, il y a eu une épidémie de légionellose qui a tué 14 personnes à la Basse-Ville à cause du mauvais entretien des tours d'eau, de la lenteur à agir des autorités de la santé publique et d'autres autorités et de la non-application des recommandations faites lors d'une première épidémie dans les années 90. »

« Quand j'étais étudiant, je revenais du Dominion [ndlr : anciennement l'édifice Dominion Corset, qui a été transformé en école] et mes poumons brûlaient car l'anhydride sulfureux rejeté par l'usine de pâtes et papier au contact de l'humidité de l'air se transformait en acide sulfurique. Après l'ouverture de l'incinérateur, en 1974, les cordes à linge étaient pleines de suie. J'ai participé activement à la lutte qui a duré des années pour décontaminer l'hôpital et l'air.

« La lutte qui nous amène ici dure depuis des années et va durer encore des années. Il ne faut pas se faire d'illusion sur les annonces de fermeture de l'incinérateur, car en ce moment même ils ont des projets d'alimenter le nouvel hôpital en construction avec la vapeur de l'incinérateur. Ils ne prévoient pas le fermer. Au contraire. Ma fille a travaillé sur la biométhanisation pour la Ville de Québec et a été très surprise : zéro avancement, rien. On ne peut pas laisser ces questions-là entre les mains de ceux qui se disent les décideurs et développeurs. Il s'agit d'humaniser l'environnement naturel et social, notre milieu de vie. Merci à nouveau d'être là et d'avoir refusé que cette question soit exclue des enjeux électoraux. Il est très important de continuer la lutte, de ne pas lâcher. À nous de devenir les preneurs de décisions. »

Claude Moreau a travaillé 45 ans comme mécanicien à l'entretien à l'hôpital St-François d'Assise et est un résident depuis très longtemps de la Basse-Ville de Québec où il a été à l'école et a élevé sa famille. Il est le candidat du PMLQ dans Jean-Lesage.

(Chantier politique, le 25 septembre 2018)



Défendre nos services publics et leur gestion à l'interne

- Robin Côté, président de la section locale 2541 du Syndicat canadien de la fonction publique (Alma) -



Le gros problème que nous avons dans le secteur municipal ici à Alma et ailleurs au Québec, c'est le travail qui est donné à la sous-traitance, ce qui enlève des emplois à nos travailleurs à nous, que ce soit les travailleurs permanents ou les travailleurs temporaires, occasionnels. Notre section locale a environ 160 membres, cols bleus et cols blancs. Nous fournissons des services importants pour le fonctionnement de la ville, déneigement, asphalte, trottoirs, entretien des égouts, usine d'eau potable, travail de bureau, etc.

Nous combattons la sous-traitance parce qu'elle menace nos emplois et en plus le travail qui est fait en sous-traitance est souvent plus cher, et la qualité du travail à l'interne est supérieure au travail fait en sous-traitance. Nous avons réussi à mettre dans notre convention collective que la ville ne peut pas donner du travail en sous-traitance qui va mener à la mise à pied de travailleurs

permanents. Cependant, nous avons beaucoup d'employés temporaires et ils ne sont pas protégés de la même manière par la convention collective. Ils peuvent être mis à pied. Les travailleurs permanents sont protégés, mais si tout s'en va à la sous-traitance, quand nous négocions notre convention et que nous n'avons plus de travailleurs temporaires et occasionnels alors la pression sur les membres va être très forte parce que la ville va dire qu'il n'y a plus de travail pour eux. Cette pression sur les employés municipaux est constante, à Alma et dans tout le Québec.

Nous nous battons aussi pour que le contrôle de nos services publics ne passe pas dans les mains des conglomérats de grosses entreprises internationales via les négociations entre les pays comme les ententes de libre-échange. Par exemple, les grandes entreprises privées internationales convoitent beaucoup les usines d'eau potable. Si elles ne peuvent pas directement s'emparer de nos services publics, elles peuvent demander des indemnités parce qu'elles n'ont pas pu postuler pour le service. Cela nous préoccupe beaucoup et il faut faire une pression constante sur les gouvernements pour qu'ils ne laissent pas aller nos services publics à ces entreprises. Nos centrales syndicales doivent aller sur toutes les tribunes pour protéger nos services publics. C'est de la sous-traitance à l'échelle internationale.

Il faut défendre nos services publics, et il faut défendre leur gestion à l'interne. Les grandes entreprises veulent faire du profit avec nos services publics. Nous on donne un service à la population. On ne fait pas de profit avec les services.

(Chantier politique, le 24 septembre 2018)



Cesser les compressions, réinvestir en santé et améliorer les conditions de travail pour garder et attirer le personnel

- Félix-Olivier Bonneville est vice-président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) et infirmier au CHU Sainte-Justine à Montréal -



Nous faisons face à un problème organisationnel complexe dans le système de santé parce qu'il affecte toutes les catégories d'emploi, pas juste le personnel infirmier. Il y a une pénurie infirmière, mais aussi, étant donné qu'il y a des compressions, toutes les catégories d'emplois sont affectées

[Les catégories d'emploi sont : soins infirmiers, métiers et paratechnique, bureau et professionnels]. Les infirmières se voient obligées d'accomplir des tâches qui n'appartiennent pas au volet infirmier. Pour donner un exemple, si un agent administratif n'est pas remplacé, les infirmières se trouvent à répondre au téléphone, à organiser les rendez-vous, etc. Cela crée un problème de rétention du personnel infirmier et dans les autres types d'emploi. On demande de plus en plus de mobilité au personnel ; la qualité d'emploi recule à un tel point que nos infirmières se font demander des changements d'horaires à deux jours de préavis seulement, ce qui rend la vie impossible en particulier aux mères avec des enfants. Si on veut attirer des gens dans le système de santé, il faut offrir des emplois attirants avec de bonnes conditions. Ce n'est pas le cas à cause des compressions et de la réforme de la santé qui a été faite.

Cette réforme a pratiquement éliminé la prise de décision au niveau local. Les décisions proviennent essentiellement du niveau ministériel . Les choses se décident à l'extérieur des milieux de travail. C'est un mode de gestion qui vient compliquer notre vie. La réforme a créé des mégastructures, et on a des demandes de la part des gestionnaires des établissements qui sont les mêmes à travers tout le Québec. On a l'impression que c'est coordonné au niveau ministériel. On demande à du monde sur la Côte-Nord de se déplacer sur de grandes distances. À Montréal et dans les grands centres, les distances sont moins grandes, les déplacements sont moins complexes, mais la directive est la même. C'est un processus de décision qui ne reconnaît pas la spécificité des établissements. Les travailleurs et les travailleuses se font demander des concessions dans plusieurs sphères d'activité, la mobilité, les équipes de relève, etc.

La CSN mène en ce moment la campagne « 15 solutions pour améliorer le système de santé et des services sociaux » de concert avec des organisations qui représentent les patients, les médecins et des gestionnaires. Pendant la campagne électorale, nous faisons valoir que le réseau de la santé étouffe à cause des compressions et des gros changements organisationnels qui ont été faits.

Nous nous battons pour faire cesser les compressions, pour un réinvestissement dans la santé et pour qu'on cesse d'aggraver nos conditions de travail sinon on va perdre de plus en plus de notre main-d'oeuvre.

(Chantier politique, le 20 septembre 2018. Photo : FSSS-CSN)

Appui aux infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes de l'Outaouais

- Pétition lancée par la Syndicat des professionnelles en soins de l'Outaouais (FIQ-SPSO) -



Nous, citoyens de l'Outaouais, appuyons les revendications des infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes membres du Syndicat des professionnelles en soins de l'Outaouais (FIQ) et demandons au PDG, M. Jean Hébert et à son comité de direction de poursuivre la négociation locale afin de leurs offrir des conditions de travail décentes et humaines.

- Afin d'éviter l'exode des infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes vers l'Ontario ou leur région d'origine ;
- Afin de conserver la capacité de donner des soins de qualité dans un environnement sécuritaire en Outaouais ;
- Afin de pouvoir attirer un maximum de salariées des autres régions ;
- Afin d'éviter l'accroissement de la pénurie des professionnelles en soins ;
- Afin d'éviter l'augmentation de l'épuisement des professionnelles en soins ;
- Afin d'éviter l'abandon de la profession par les infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes.

(Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).)

(Chantier politique, le 21 septembre 2018. Photo : FIQ-SPSO)



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca